



Climat des affaires en France au dernier trimestre 2015 : un léger mieux

La dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée par la Banque de France prévoit une croissance de 0,4 % de l'économie française au quatrième trimestre 2015. Cette prévision est en ligne avec les dernières estimations de conjoncture publiées par l'INSEE et avec le dernier consensus des économistes interrogés par Reuters. L'enquête fait apparaître une hausse d'un point du climat des affaires dans trois secteurs étudiés : 98 pour les services, qui se situe à son plus haut niveau depuis juillet 2011, 96 pour le bâtiment, et 99 pour l'industrie. Pour ce dernier secteur, les chefs d'entreprise interrogés ont fait état d'une accélération de la production le mois dernier, et même d'un rebond particulier observé dans l'automobile et la chimie. Dans les services, l'activité continue d'augmenter à un rythme soutenu. Quant au bâtiment, le secteur a vu son activité progresser très légèrement grâce au second œuvre. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent que leurs carnets de commandes se garnissent un peu et attendent une activité un peu plus dynamique en novembre.

Pour consulter l'enquête complète :

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conjoncture-industrie-services-et-batiment.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,8 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,9 % enregistré en août 2015 et à celui de 11,5 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,4 % enregistré en août 2015 et à celui de 10,1 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en septembre 2015, 22,631 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,323 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 147 000 dans l'UE28 et de 131 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2014, le chômage a baissé de 1,832 million de personnes dans l'UE28 et de 1,194 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en septembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,8 %) à Malte (5,1 %) ainsi qu'au Royaume - Uni (5,3 % en juillet 2015), et les plus élevés en Grèce (25,0 % en juillet 2015) et en Espagne (21,6 %).

Inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en octobre 2015, en hausse par rapport au mois de septembre où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,5 %, comparé à 1,4 % septembre), suivis par les services (1,3 %, comparé à 1,2 % en septembre), les biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,3 % en septembre) et l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,9 % en septembre).

Banque de France

Publications

Rue de la Banque N° 13 : Comment la politique budgétaire affecte le niveau des prix : les enseignements d'un passé pas si lointain
Ces dix dernières années ont été marquées par une accumulation massive de dette publique dans un certain nombre de pays développés. Ce phénomène soulève des interrogations sur la soutenabilité des finances publiques et les risques de monétisation de la dette. À partir de l'exemple de la Grande-Bretagne durant les guerres napoléoniennes, l'auteur montre comment, dans des circonstances exceptionnelles, les anticipations relatives à la soutenabilité des finances publiques peuvent affecter le niveau des prix.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-1441 du 6 novembre 2015 relatif à la coopération régionale outre-mer

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031444683&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1393 du 30 octobre 2015 portant publication de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, signé à Luxembourg le 24 juin 2013 et à Bruxelles le 26 juin 2013.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031417869&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1431 du 5 novembre 2015 relatif aux modalités de transmission à la Banque de France de données relatives aux opérations d'assurance-crédit

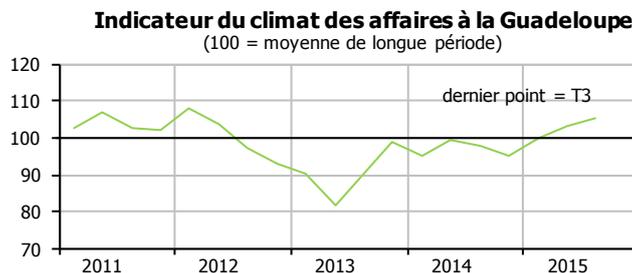
<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031444012&dateTexte=&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

L'indicateur du climat des affaires au plus haut depuis juin 2012

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa progression pour le troisième trimestre consécutif mais à un rythme plus ralenti (+1,9 point après +3,4 points au trimestre précédent). À 105,1 points, il demeure au-dessus de sa moyenne de longue période et est au plus haut depuis juin 2012.

Les anticipations positives des chefs d'entreprise sur la quasi-totalité des soldes de gestion pour les trois prochains mois soutiennent l'ICA. En revanche, les opinions défavorables des entrepreneurs sur les délais de paiement et sur l'activité du trimestre passé pèsent négativement sur l'indicateur.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Baisse de l'indice des prix à fin septembre 2015

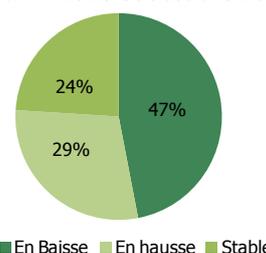
En septembre 2015, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe diminue de 0,9 %. Cette diminution s'explique en quasi totalité par une très forte baisse saisonnière du prix des transports et communications en septembre par rapport à août. Sur un an (septembre 2015 par rapport à septembre 2014) les prix augmentent de 0,2 %. Source : <http://www.insee.fr/>

Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires Outre-mer

Selon le dernier observatoire sur les tarifs bancaires, entre avril et octobre 2015 en Guadeloupe, 47 % des tarifs moyens sont en baisse, 24 % sont stables et 29 % sont en hausse. Si les frais de tenue de compte ont diminué, la tarification de la carte de paiement à débit immédiat a pour sa part augmenté. La tarification d'un virement SEPA occasionnel externe dans la zone en agence reste pour sa part stable. En Guadeloupe, la majorité des tarifs moyens sont inférieurs ou égaux aux tarifs observés dans l'hexagone.

Source : <http://www.iedom.fr/>

Évolution de l'ensemble des tarifs moyens entre avril 2015 et octobre 2015



Source : IEDOM

Les récentes publications

L'IEDOM vient de publier les notes « Premières tendances » en Guadeloupe relative au 3^e trimestre 2015 et l'Observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2015. Ces notes sont téléchargeables librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Un peu plus de 2 milliards d'euros pour le budget 2016 des Outre-mer

Le 3 novembre 2015, l'Assemblée nationale a adopté le budget du ministère des Outre-mer pour l'année 2016. Il s'élève à un peu plus de 2 milliards € et est stable par rapport à 2015. Le principal poste de dépenses est celui des exonérations des charges patronales, qui s'établit à 1,15 milliard € et qui représente 54 % du budget. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) outre-mer a été fixé à 9 % (contre 6 % en métropole) et à 12 % pour les secteurs dits "exposés" (tourisme, hôtellerie, transports, agroalimentaire, recherche et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Près de 2 milliards d'euros d'investissements publics pour la période 2015-2017

Le 3 novembre 2015, les prévisions d'investissements publics en Guadeloupe pour la période 2015-2017 ont été présentées lors de la Conférence régionale sur l'investissement public, réunissant le préfet de Région et différents représentants du monde économique. Elles s'établissent à près de 2 milliards € : 72 projets d'investissement représentant 165 millions € devraient être engagés avant le 31 décembre 2015 et 270 projets d'investissements représentant 1,9 milliard € sont envisagés en 2016 et 2017. Ces projets concernent principalement la construction de bâtiments (bâtiments d'enseignement, hospitaliers et culturels en particulier). La reconstruction du centre hospitalier universitaire (CHU) de Pointe-à-Pitre représentée à lui seul plus du quart des investissements. En matière de construction de logements sociaux, plus de 436 millions € d'investissements ont été recensés, pour 2 720 logements. Source : <http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr/>

Plus de 15 millions d'euros de subventions FEDER et FSE pour 38 nouveaux projets

Le premier Comité régional unique de programmation des fonds européens pour la période 2014-2020 s'est tenu le 3 novembre 2015. Lors de ce comité, 38 nouveaux projets ont été sélectionnés pour un peu plus de 15 millions € de subventions FEDER et FSE. Parmi les principaux projets retenus figurent le programme de formation porté par le Conseil régional dans les domaines du social, de l'agriculture, du tourisme et de l'informatique (pour un montant de 3 M€), le projet de la SARL Créole Beach pour des travaux de rénovation et de modernisation (1,4 M€), le remplacement du balisage lumineux de l'aéroport Pôle Caraïbes (787,5 K€) et le plan de formation de la société hôtelière du Salako qui vise à la pérennisation des emplois par l'amélioration des compétences (767 K€).

Source : <http://www.regionquadeloupe.fr/>

Dispositif « Garantie jeunes » : signatures de conventions de partenariat

La Mission locale de Guadeloupe, qui remplit notamment une mission de service public pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, a signé, le 4 novembre 2015 des conventions de partenariat avec la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et la CCI des Iles de Guadeloupe. Ces conventions ont pour principal objectif d'appuyer le dispositif « Garantie jeunes » qui vise à accompagner les jeunes en précarité vers la formation ou l'emploi.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Martin : mise en place d'une aide pour les éleveurs

En raison de la sécheresse qui touche l'île depuis un an, les éleveurs de Saint-Martin pourront désormais bénéficier d'une aide financière de l'État. Ce soutien financier aura pour objectif de couvrir une partie des surcoûts en fourrage et en eau auxquels doivent faire face les éleveurs.

Saint-Martin : 37 escales programmées pour la saison 2015/2016

Entre novembre 2015 et avril 2016, près de 4 200 croisiéristes devraient débarquer à Saint-Martin côté français : 37 escales sont prévues pour la saison 2015/2016, contre 20 pour la saison précédente. Dans le cadre d'une convention signée entre le port et l'Office de tourisme, des agents d'accueil seront chargés d'orienter les croisiéristes à chacune des escales.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Septembre 2015	130,1 127,8	-0,9 % -0,4 %	0,2 % 0,0 %
Demandeurs d'emploi (Source : Decctc)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Septembre 2015	57 610	-0,9 %	0,6 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Septembre 2015	153,7 1 850,2	- -	-6,7 % -0,5 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Septembre Cumul annuel 2015	354 2 988	28,3 % -	22,1 % 0,2 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		septembre 2015	19 795 484	-0,3 % 123,0 %	-2,9 % 12,0 %

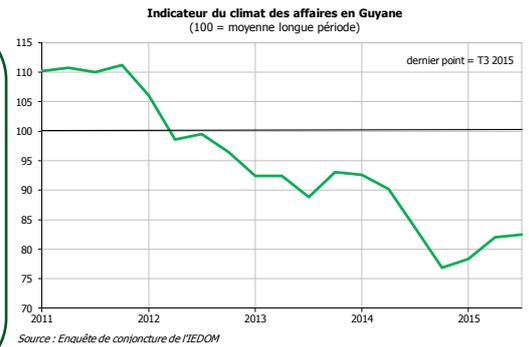
INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Septembre 2015 Cumul annuel	105 763 1 548 811	-50,7 % -	5,7 % 2,0 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Septembre 2015	256 524 47 351	0,0 % -45,4 %	12,2 % 16,0 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Octobre 2015 Cumul annuel	1 598 12 310	33,2 % -	-5,4 % 0,2 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Octobre 2015 Cumul annuel	18 448 166 401	10,8 % -	-5,7 % -11,1 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières tendances »



L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit son redressement mais à un rythme moindre que lors des précédents trimestres de l'année 2015. Il demeure stable au troisième trimestre (+0,5 point) et s'établit à présent à 82,5 points. Il se situe encore bien en deçà de sa moyenne de longue période (-17,5 points). La composante passée progresse une nouvelle fois au troisième trimestre 2015 (+0,7 point). Cette amélioration s'explique par l'opinion favorable portée par les chefs d'entreprise vis-à-vis de leur activité et de leurs effectifs.



La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

Publication : « Observatoire des tarifs bancaires »

L'observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2015 est paru en novembre. Pour les tarifs de l'extrait standard, la Guyane recense sur les 14 services, 3 gratuits, 4 tarifs inférieurs et 7 supérieurs à la moyenne des DOM. Elle enregistre également 2 gratuits, 8 tarifs inférieurs et 4 tarifs supérieurs à la moyenne observée en métropole par le Comité consultatif du secteur financier.

Cette publication de l'Iedom est disponible gratuitement sur le site www.iedom.fr/Guyane.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

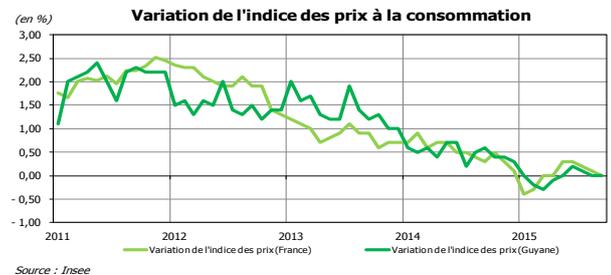
Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1^{er} novembre 2015, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,29 €/litre (inchangé par rapport au mois précédent) et à 1,47 €/litre pour l'essence (-4 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,46 € contre 18,92 € en août, soit une hausse de 54 centimes.



Prix à la consommation

En septembre 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en léger recul de 0,2 % (après +0,0 % pour le mois précédent). Cette baisse trouve son origine dans celle des services (-0,9 %). Sur un an, l'inflation reste également stable (+0,0 %). Les prix des produits manufacturés et de l'énergie ont reculé (respectivement -1,5 % et -2,7 %) alors que ceux des services ont augmenté (+0,9 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau similaire aux valeurs constatées à la Réunion (+0,0 %) ainsi qu'en France hexagonale (+0,0 %) mais demeure inférieure à celles observées en Guadeloupe (+0,2 %) et en Martinique (+0,3 %).



Fin d'un long mouvement de grève à EDF

Le lundi 2 novembre, le syndicat UTG Eclairage et la direction d'EDF ont signé un protocole d'accord mettant fin à la grève qui avait débuté le 28 septembre. La médiation opérée par la Préfecture a permis de débloquer la situation et d'aboutir à un accord entre les deux parties. Selon les socioprofessionnels, cette grève a eu un impact notable sur l'activité, pénalisant en particulier les commerçants et les artisans.

Spatial

Le 10 novembre 2015, le lanceur Ariane, pour son 227^e lancement et sixième de l'année, a mis en orbite avec succès depuis le Centre spatial guyanais, (CSG) deux satellites de télécommunications. Le premier, ARABSAT-6B (5,8 tonnes) permettra de fournir des services de radiodiffusion, de haut débit et de télécommunications dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le second, GSAT-15 (3,2 tonnes) fournira à l'Inde des services de télécommunications, d'aide à la navigation et aux services d'urgence. Il vient compléter la flotte de 13 satellites de l'opérateur Indian Space Research Organisation (ISRO). Ce dixième lancement de l'année au Centre spatial guyanais signe le 69^e succès consécutif pour le lanceur phare Ariane 5 depuis 2003.

Arianespace a signé le 9 octobre, la prolongation d'une série de contrats d'approvisionnement « sol » et de maintenance. Ces nouveaux accords permettraient un gain de 10 % sur les prestations industrielles. Cette signature s'inscrit dans la démarche entreprise par la filière spatiale européenne pour améliorer sa compétitivité dans un secteur de plus en plus concurrentiel.

ACTUALITES RÉGIONALES

Ralentissement économique de l'Amérique Latine

La Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (Cepal) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la région. Elle anticipe désormais une contraction de 0,3 % du PIB pour 2015 (+0,5 % précédemment) et une hausse de 0,7 % en 2016. Plusieurs facteurs pénalisent le dynamisme de l'Amérique Latine. Ce ralentissement s'explique tout d'abord par la baisse des cours des matières premières, qui a fragilisé les nombreuses économies basées sur l'exportation. Une baisse des cours qui freine les investissements, en particulier les Investissements directs à l'étranger entrants qui affichent une baisse de 21 % en rythme annuel dans 16 pays au premier semestre 2015. Ensuite, les dévaluations des devises combinées à une inflation élevée, continuent de fragiliser la consommation intérieure, notamment celle des classes moyennes. Néanmoins, les pays les plus tournés vers les Etats-Unis, comme le Mexique, profitent d'un effet d'entraînement grâce à une reprise solide de l'économie américaine.

Equation économique difficile pour le Brésil

Dans son dernier rapport « Perspectives économiques globales, publié le 6 octobre, le FMI (Fonds monétaire international) a abaissé ses prévisions de croissance pour le Brésil, entré en récession au deuxième trimestre 2015. L'institution anticipe une contraction de 3,0 % pour l'année 2015 contre seulement 1,5 % précédemment et table désormais sur une récession en 2016 de 1,0 % contre une prévision de croissance de +0,7 % précédemment. Les économistes du FMI expliquent cette nouvelle inflexion à la baisse notamment par la détérioration du climat politique et la chute du cours des matières premières. L'inflation élevée (9,6 % sur un an) et la pression à la baisse sur le real contribuent également à peser sur les perspectives économiques du pays.

La Coface, qui a abaissé la note du pays à B (sur une échelle de 7 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque), évoque la baisse de la consommation et de l'investissement, comme facteurs négatifs à la dynamique économique. L'institution pointe la menace de déséquilibre budgétaire, résultant du recul des rentrées fiscales lié à la faiblesse de l'activité économique. De plus, les futures coupes budgétaires annoncées en septembre par le gouvernement à hauteur de 17 milliards de dollars (gel des hausses de salaires du secteur public et réduction des programmes sociaux) pèseront sur la croissance brésilienne au cours des prochains trimestres selon les économistes de la Coface.

La rétrogradation de la note de la septième économie mondiale par l'agence de notation Standard's and Poor's à BB+ (BBB- précédemment) assortie d'une perspective négative, dites catégorie « spéculative », pourrait renchérir les taux d'emprunt du pays, compliquant d'autant le rétablissement de ses comptes publics.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (Indice base 100 en 1998, avec tabac)	Sept-15	128,1	-10,2%	[0,0 %]	Insee
		Prix administré du litre d'essence	Nov-15	1,47	-12,6%	-12,0%	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Sept-15	23 964	[1,1%]	[4,8%]	Pôle emploi
		Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-15	19 538	-1,2%	[9,3%]	Caf
	CONSUMMATION	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Sept-15	11,6 M€	[7,9%]	[22,5%]	Caf
			Cumul	97,8 M€		[13,3%]	
INVESTISSEMENT	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Sept-15	12,8 M€	-2,8%	5,2%	Douanes	
		Cumul	131,3 M€		2,1%		
COMMERCE EXTERIEUR	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Sept-15	398	-1,5%	21,7%	Somafi	
		Cumul	3 387		3,2%		
INDICATEURS SECTORIELS	EXPORTATIONS	Sept-15	30,8 M€	-9,1%	-15,5%	Douanes	
		Cumul	287,8 M€		-8,8%		
INDUSTRIE	Ventes de véhicules utilitaires	Sept-15	93	-20,0%	-16,0%	Somafi	
		Cumul	801		-5,7%		
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations (2)	Sept-15	14,1 M€	31,5%	-36,6%	Douanes	
		Cumul	99,0 M€		-30,1%		
TOURISME	Importations (2)	Sept-15	105,5 M€	11,5%	-2,8%	Douanes	
		Cumul	913,5 M€		-16,4%		
SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Nov-15	10 tirs (6 Ariane 5, 2 Soyouz, 2 Vega)	9 tirs à Nov-14	Arianespace	
BTP		Satellites lancés	Cumul à Nov-15	18 satellites	16 satellites et 1 ATV*		
INDUSTRIE	Exportations d'or en volume (2)	Oct-15	8 299 tonnes	11,0%	5,5%	Ciments guyanais	
		Cumul	62 122 tonnes		-13,6%		
	Exportations d'or en valeur (2)	Sept-15	113 kilos	20,1%	-8,0%	Douanes	
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Cours de l'once d'or	Cumul	885 kilos		1,1%		
		Sept-15	3,5 M€	-8,3%	-6,6%	Douanes	
TOURISME	Exportations de crevettes (2)	Cumul	28,2 M€		4,9%		
		Oct-15	1 158,19 \$	[3,0%]	[-5,3%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations de poissons (2)	Sept-15	17 tonnes	-13,7%	0,4%	Douanes	
		Cumul	427 tonnes		41,8%		
TOURISME	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Sept-15	70 tonnes	29,1%	-50,8%	Douanes	
		Cumul	846 tonnes		-2,9%		
TOURISME	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juil-15	51 220	-2,2%	-1,5%	CCIRG	
		Cumul	260 799		3,5%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

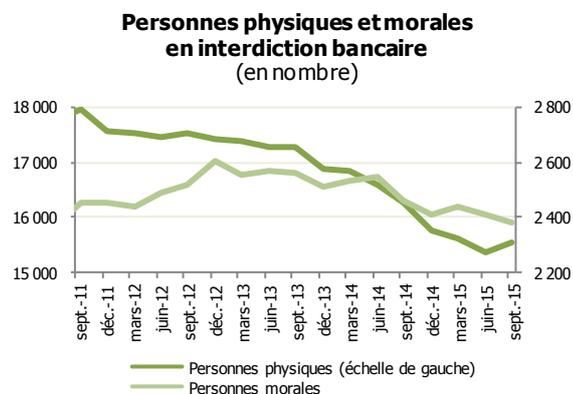
Indicateurs de vulnérabilité : évolution contrastée au 3^e trimestre 2015

Les indicateurs de vulnérabilité des agents économiques affichent des évolutions contrastées au 3^e trimestre. Mais, la plupart s'améliorent sur un an :

- Les retraits de cartes bancaires (4 361 à fin septembre) sont stables sur le trimestre, mais en repli de 9 % sur un an ;
- Les incidents de paiement sur chèques (104 944 à fin septembre) sont en baisse tant sur le trimestre (-0,8 %) qu'en glissement annuel (-7,3 %) ;
- Le nombre d'entreprises en interdiction bancaire (2 377 à fin septembre) diminue également sur le trimestre (-1,5 %) ainsi qu'en glissement annuel (-3,5 %) ;
- Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (15 557 à fin septembre) a progressé de 1,2 % par rapport au 2^e trimestre, mais est inférieur de 4,3 % par rapport à son niveau de septembre 2014.

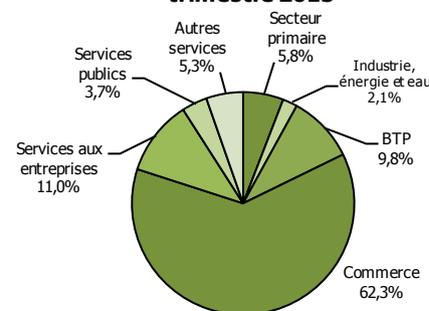
Pour leur part, les incidents de paiement sur effets sont plus nombreux : 304 incidents de paiement ont été enregistrés au troisième trimestre 2015 contre 228 à la même période en 2014. Leur montant cumulé s'élève à 1,5 million d'euros et a augmenté de 27 % sur un an. Cette hausse est, en grande partie, attribuable au secteur des services publics et au secteur primaire. La répartition des montants des incidents de paiement par activité a, par ailleurs, sensiblement évolué :

- La part du secteur du commerce reste prépondérante (62,3 %), même en recul de 6,8 points ;
- La part des services aux entreprises diminue de 4,7 points ;
- La part du secteur primaire progresse de 5,3 points ;
- La part des services publics (éducation, santé, action sociale) progresse de 3,6 points ;
- La part du BTP affiche une hausse de 2,3 points.



Source : IEDOM

Répartition des montants des incidents de paiement par activité au 3^e trimestre 2015



Source : IEDOM

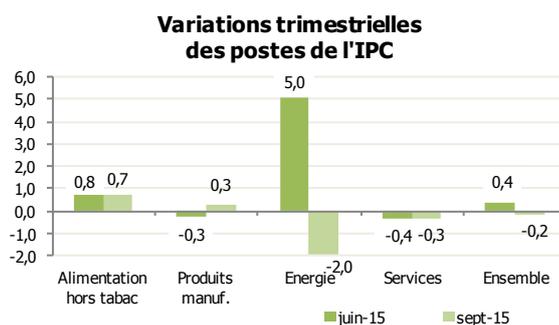
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Inflation : recul des prix au 3^e trimestre

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à 131,2 en septembre 2015. A la fin du troisième trimestre, sur un an, l'inflation est positive (+0,3 %) mais ralentit par rapport à son niveau du deuxième trimestre (+0,5 %). Entre juin et septembre 2015, les prix ont d'ailleurs reculé de 0,2 % en Martinique ; une évolution essentiellement attribuable à la baisse généralisée des cours mondiaux de l'énergie (-23 % pour le cours du Brent).

Dans le détail, les prix de l'énergie ont diminué de 2 % en Martinique (-0,2 point en contribution) sur le trimestre, et ceux des services de 0,3 %, tandis que les prix de l'alimentation et des produits manufacturés ont augmenté de 0,7 % et 0,3 % respectivement.

Avec un recul des prix de 0,4 % sur le trimestre, cette tendance est encore plus prononcée en Guadeloupe. En Guyane en revanche, les prix sont restés globalement stables, à leurs niveaux du deuxième trimestre.



Source : INSEE

Intempéries et inondations en Martinique

Après l'intense épisode pluvieux du 6 novembre 2015 en Martinique, plusieurs communes devraient être rapidement déclarées en état de catastrophe naturelle selon les déclarations du Premier Ministre, afin d'indemniser au plus vite les sinistrés. Plusieurs communes du Sud de l'île (notamment Rivière-Pilote, Sainte-Luce, Sainte-Anne, Rivière-Salée) ont été surprises par une rapide montée des eaux. Si aucune victime n'est à déplorer, les pluies ont entraîné d'importants dégâts matériels (maisons et commerces inondés, glissements de terrains, éboulements, obstacles sur les voies, etc.).

Pour pallier aux besoins les plus immédiats des collectivités, des professionnels et des particuliers touchés, un fonds de secours géré par le Ministère des Outre-mer a été mobilisé en urgence à hauteur de 200 000 euros. Les demandes d'indemnisation devront être adressées à la Préfecture de la Martinique en sa qualité d'organe de coordination du dispositif.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Ouverture d'un centre régional pour l'énergie renouvelable

Le Centre Caraïbe pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (Caribbean Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency - CCREE) a ouvert ses portes le 28 octobre 2015 à la Barbade. Le centre a été créé à l'initiative des États de la Communauté Caraïbienne (CARICOM) et en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO). En plus des objectifs environnementaux comme le développement des ressources renouvelables, les enjeux pour le centre sont également d'ordre économique. Les pays de la Caraïbe, qui importent environ 90 % de leur énergie et y consacrent près de 20 % de leur PIB chaque année, sont significativement exposés à la volatilité des prix internationaux du pétrole. Limiter cette dépendance aux sources extérieures devrait permettre de réduire les coûts, de sécuriser l'approvisionnement énergétique de ces pays et, à plus long terme, d'améliorer leur compétitivité.

L'économie du tourisme de croisière dans les Caraïbes

Une étude [sur les contributions économiques du tourisme de croisière](#) dans la région caraïbienne (dont l'Amérique centrale) a récemment été publiée. Commandée par l'Association Florida Caribbean Cruise et réalisée par le centre de recherche BREA (Business Research and Economic Advisors), elle porte sur 35 destinations, dont les Antilles françaises, et couvre la période de mai 2014 à mai 2015. En plus des données officielles du secteur, une enquête auprès des croisiéristes et des membres d'équipages a permis d'estimer leurs dépenses moyennes et d'identifier leurs postes d'achats, ainsi que leurs niveaux de satisfaction, dans chacune des destinations. Les dépenses étudiées incluent le montant des excursions, des frais et taxes aux ports et des différents services de ravitaillement.

Au total, sur la saison 2014/2015, l'étude comptabilise 23,6 millions de passagers et évalue à 3,16 milliards de dollars les dépenses sur les 35 destinations (dont 2,452 milliards pour les dépenses des passagers), à 75 050 le nombre d'emplois concernés et à 976 millions de dollars la masse salariale correspondante. En moyenne, la dépense par passager est estimée à 103,83 dollars par destination mais elle varie de 42,52 dollars à Trinidad à 191,26 dollars pour Saint-Martin – des écarts en partie liés aux spécialisations commerciales des différentes destinations.

En Martinique, l'étude évalue cette moyenne à 68,99 dollars (environ 65 euros), un niveau inférieur à la moyenne régionale. Par ailleurs, si les notes de satisfaction mettent en évidence de bonnes interactions avec les commerçants et les résidents, et un accueil particulièrement apprécié à l'embarcadère, les résultats pointent une faible diversité des commerces et des activités, et les prix sont jugés relativement élevés. Le secteur de la croisière en Martinique est toutefois en plein regain de dynamisme. Le Comité Martiniquais du Tourisme anticipe la venue de près de 380 000 croisiéristes en Martinique sur la saison 2015/2016.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2015	131,2	-0,5 %	+0,3 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2015	45 140	-1,3 %	-1,8 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- juillet 2015	22 521	+0,3 %	+2,0 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données non consolidées</i>	- octobre 2015	43 172	-0,1 %	+2,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- septembre 2015	203,4	-11,3 %	-2,0 %
	Hors produits pétroliers		161,0	-2,2 %	+22,9 %
	Exportations (millions d'euros)	- septembre 2015	34,0	-20,4 %	-39,5 %
	Hors produits pétroliers		19,4	+21,6 %	+9,1 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- septembre 2015	16,7 %		-10,4 pt
	Hors produits pétroliers		12,0 %		-1,5 pt
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- août 2015	50,9	+5,5 %	-2,1 %
	(millions d'euros)	- cumul annuel	374,2		-0,2 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- août 2015	15 314	-0,1 %	-6,6 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- août 2015	2 408	-0,2 %	-3,6 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2015	84 575	-51,6 %	+1,0 %
		- cumul annuel	1 251 539		-1,1 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2015	0	nd	nd
		- cumul annuel	192 919		+40,1 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2015	16 688	+12,4 %	-3,8 %
		- cumul annuel	152 953		-1,9 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2015	1 161	+17,6 %	+22,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2015	177	+4,7 %	+2,9 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		10 529		+9,9 %

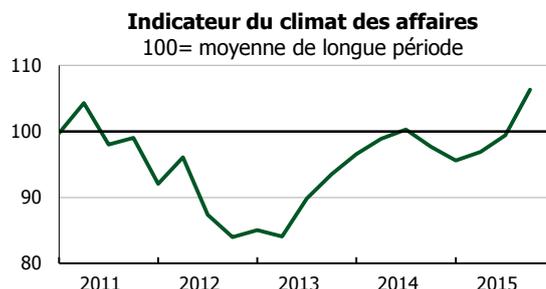
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'amélioration du climat des affaires s'intensifie au troisième trimestre 2015

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse sensiblement au troisième trimestre 2015 (+6,9 points). Au plus haut depuis quatre ans à 106,3 points, l'ICA confirme que l'embellie économique est bien installée et gagne en intensité. Néanmoins, il reste encore en deçà des niveaux observés entre 2005 et 2007, années de croissance particulièrement soutenue.

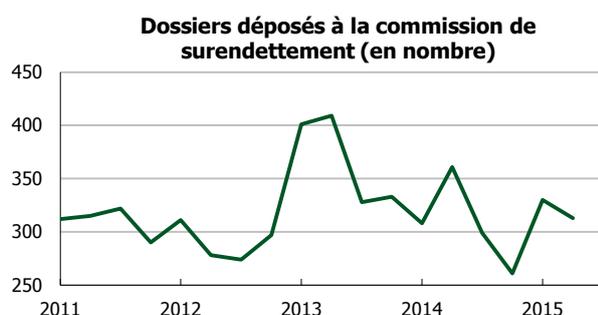
La composante future est particulièrement bien orientée (5,0 points au-dessus de sa moyenne de longue période) et contribue aux deux tiers de la hausse générale de l'indice. Le redressement des prévisions d'investissement et l'opinion positive portée sur l'activité et l'emploi sont rassurants pour la fin d'année mais demandent à être confirmés pour espérer l'enclenchement d'une dynamique vertueuse et pérenne. La composante passée de l'indice progresse également, signe de la bonne tenue de la conjoncture économique actuelle. Néanmoins, une forme d'attentisme de la part des chefs d'entreprise est toujours présente (trésorerie latente) et affecte les possibilités d'accélération supplémentaire.

Les « premières tendances » au 3e trimestre 2015 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Baisse du nombre de dossiers de surendettement au troisième trimestre 2015



Source: IEDOM

Au troisième trimestre 2015, le nombre de dossiers déposés devant la commission de surendettement baisse de 5,2 % par rapport au deuxième trimestre 2015.

Sur un an, ce nombre s'inscrit en baisse de 13,3 %. Ainsi, 904 dossiers ont été déposés depuis le début de l'année contre 1 002 en 2014 sur la même période (-9,8 %). La commission a ouvert une procédure de rétablissement personnel pour près d'un quart d'entre eux.

Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires Outre-mer (octobre 2015)

Selon le dernier observatoire sur les tarifs bancaires, sur les six derniers mois, 9 tarifs sur 13 sont restés stables (dont 3 sont demeurés gratuits) à La Réunion. Seuls les frais de tenue de compte et les frais de retrait dans un DAB d'un autre établissement ont progressé. En revanche, l'abonnement internet est devenu totalement gratuit pour tous les établissements et les frais d'alerte SMS ont légèrement baissé. Par rapport à la métropole, quasiment tous les tarifs de l'échantillon sont inférieurs à La Réunion. Deux tarifs y sont même gratuits alors qu'ils sont payants dans l'hexagone (mise en place d'un prélèvement et abonnement internet). Bien que l'écart se réduise rapidement, les frais de tenue de compte restent encore supérieurs à La Réunion (mais sont inférieurs aux autres DOM).

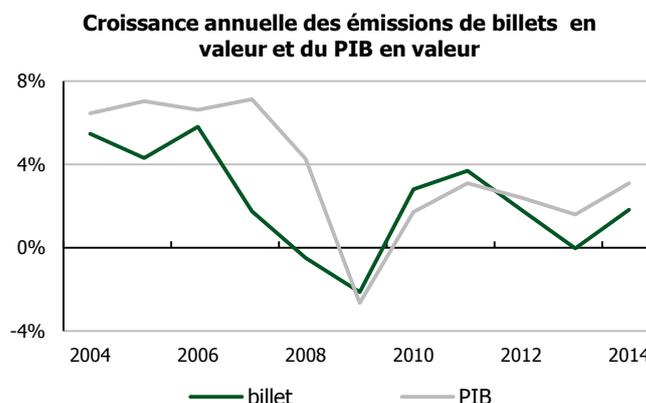
La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

L'argent liquide et les Réunionnais

Selon une étude publiée par l'IEDOM, La Réunion se caractérise par une activité fiduciaire particulièrement dynamique et des conditions d'utilisation spécifiques qui reflètent différentes caractéristiques de l'économie et de la société : poids de l'économie informelle, nombre d'allocataires sociaux et de chômeurs, comportements de thésaurisation, taux d'illettrisme au sein de la population ou encore environnement géographique.

Après une description du circuit de l'argent au sein de l'eurosystème, l'étude revient sur les enjeux liés à l'utilisation des espèces comme moyens de paiement pour les différents agents économiques, alors que des mesures récentes visent à en limiter l'utilisation.

La Note Expresse Éclairage est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



Sources : IEDOM, Insee (comptes définitifs), Cerom (Comptes rapides)

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Septembre 2015	129,1	-1,0 %	0,0 %
	IPC France entière		127,8	-0,4 %	0,0 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Octobre 2015	30 138	+11,9 %	-0,4 %
	Cumul (milliers d'euros)		254 470	-	+2,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Septembre 2015	394,1		
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Septembre	3 410,8	3,7 %	+8,5 %
	Exportations (millions d'euros)	Septembre 2015	18,6	-	-0,4 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Septembre	196,6	-25,3 %	+0,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Septembre 2015	136 750	+0,0 %	+1,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Septembre 2015	147 333	-33,4 %	+6,2 %
	Cumul	Cumul Septembre	1 553 602	-	+3,8 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	2 ^e trimestre 2015	231 000	+1,2 %	+12,2 %
	Cumul	Cumul juin	459 300	-	+7,6 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Septembre 2015	15 368	-	-16,1 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Septembre 2015	226,3	-	-10,7 %
	Effectifs salariés du BTP	Août 2015	16 493	+0,5 %	+3,1 %

Hausse du prix médian des appartements anciens au 2^e trimestre 2015

Selon les Notaires de France, le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 080 €/m² au deuxième trimestre 2015, en hausse de 5,3 % sur un an. Ce prix est proche de celui observé à Reims ou Toulon, mais nettement en deçà du prix médian parisien (7 880 €/m²). En France métropolitaine, l'indice Notaires-Insee pour les appartements anciens décroît de 3,1 % sur la même période. Le prix médian de vente des maisons anciennes augmente également de 7,1 % sur un an et s'établit à 200 000 €. En France métropolitaine, il diminue de 2,6 %, selon l'indice Notaires-Insee. La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

Les créations d'entreprises repartent à la hausse

Au 3^e trimestre 2015, la création d'entreprises à La Réunion augmente de 3,6 % après deux trimestres de repli. Cette hausse est portée par le secteur de la construction (+17 %) et par les autres services (+6 %). La création d'entreprises reste toutefois à un niveau inférieur aux années 2010 et 2011 (1 523 ce trimestre contre 2 000). Au niveau national, la création d'entreprises est quasiment stable (+0,2 %).

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#)

Arrivée de Compte Nickel à La Réunion



Compte-Nickel s'installe à La Réunion grâce à Zéop (spécialiste de la fibre optique). Il s'agit du premier compte sans banque. Créé par la société la Financière des Paiements Électroniques, Compte-Nickel est un compte ouvert à tous, sans conditions de revenus, de dépôts ou de patrimoine, sans possibilité de découvert ni de crédit ni de chéquier, sans frais bancaires, ni commissions d'incident, d'intervention ou de rejet de prélèvement. Compte-Nickel fonctionne en temps réel sans date de valeur. Ce compte peut être ouvert immédiatement chez un buraliste agréé par la Banque de France qui sont des commerçants de proximité, pour 20 €/an (carte MasterCard® incluse). A ce jour, 10 buralistes sont recensés à La Réunion. Financière des Paiements Électroniques est un établissement de paiement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (l'ACPR), autorité indépendante adossée à la Banque de France.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

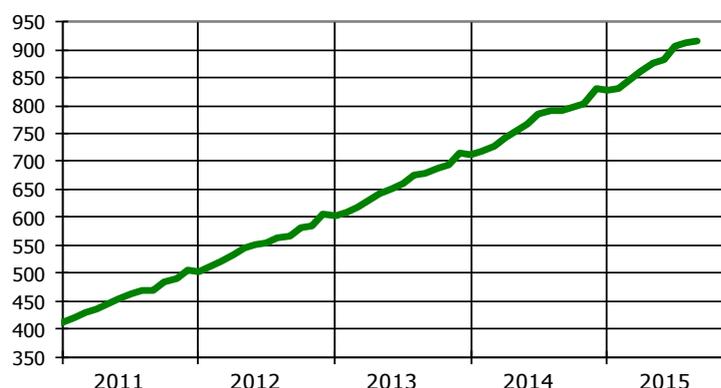
Les émissions nettes de billets

En octobre 2015, les émissions nettes de billets ont augmenté de 4,8 millions, après une hausse de 2,9 millions le mois précédent, et s'établissent à 920,8 millions d'euros.

Le nombre de billets émis en octobre (16,7 millions) est constitué à 70,7 % par la coupure de 50 € (qui représente 64,1 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc appréciée de 29 centimes pour s'établir à 55,17 € au 31 octobre 2015.

Émissions nettes cumulées de billets



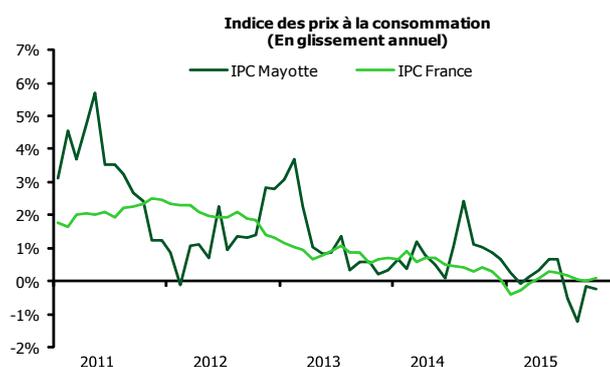
Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Légère baisse des prix en octobre

En octobre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue légèrement (-0,1 %), après une faible augmentation en septembre (+0,1%). Cette baisse globale résulte du recul des prix de l'énergie (-1,3 %), de l'alimentation (-0,5 %) et des produits manufacturés (-0,2 %). Elle est en revanche limitée par la progression des prix des services (+0,5 %).

Sur un an, l'IPC diminue pour le quatrième mois consécutif (-0,2 %). En octobre, ce repli est porté par la contraction des prix de l'énergie (-7,1 %) et des produits manufacturés (-3,2 %), tandis que les prix des services (+3,3 %) et de l'alimentation (+0,1 %) augmentent.



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Électricité de Mayotte (EDM) augmente encore sa capacité de production

EDM a inauguré la nouvelle centrale électrique appelée « Longoni 2 ». Au total, la société a investi 130 millions d'euros depuis 4 ans pour construire la centrale électrique, mais également pour mettre en place un dispositif innovant de réduction des émissions polluantes (DENOX) qui sera opérationnel sur les deux centrales de Longoni 1 et Longoni 2. L'objectif de ces investissements est de répondre à une demande d'énergie qui croît rapidement à Mayotte ces dernières années. En effet, depuis 1995, la consommation d'électricité a été multipliée par 8 sur l'île. Avec la construction de la centrale de Longoni 2, 3 moteurs (12 MWatts) supplémentaires viennent compléter les 5 (8 MWatts) de Longoni 1. La production cumulée des deux centrales devrait correspondre à environ 80,0 % de l'énergie nécessaire à Mayotte selon EDM. La société commence d'ores et déjà à évoquer la probable construction d'une troisième centrale « Longoni 3 » puisque selon les prévisions, la consommation devrait doubler d'ici 2025.

Revalorisation du RSA et mise en place de deux nouvelles prestations sociales

Comme ce fut le cas au niveau national et dans les autres DOM, le RSA a été revalorisé de 2,0 % à Mayotte au 1^{er} septembre 2015. Il correspond désormais à 262,08 euros par mois pour une personne vivant seule et sans enfant. Ce montant peut être majoré de 131,04 euros pour le conjoint ou le premier enfant dans le cas d'un parent isolé, puis de 78,62 euros pour chaque enfant à charge jusqu'au troisième inclus, et enfin de 26,21 euros pour chaque enfant à partir du quatrième.

Aussi, dans le cadre de l'application progressive du droit commun à Mayotte, et plus particulièrement du Code de l'action sociale et des familles, deux nouvelles prestations sont désormais en vigueur sur l'île : l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la Prestation compensatoire du handicap (PCH). L'APA soutient les personnes âgées dépendantes qui vivent à leur domicile en couvrant une partie des dépenses inhérentes à leur situation. La PCH est une aide accordée pour couvrir une partie des frais liés à une situation de handicap (aide humaine, matérielle, etc.). Dans les deux dispositifs d'aide, le montant alloué est déterminé selon la situation du demandeur. Bien que le décret d'application n'ait été pris qu'à la mi-octobre, ces deux prestations sont officiellement applicables à Mayotte depuis le 1^{er} janvier 2015. Ainsi, les dispositifs entreront en vigueur avec un effet rétroactif et toute personne éligible au 1^{er} janvier 2015 recevra les sommes auxquelles elle pouvait prétendre depuis cette date.

Premier comité de pilotage de suivi de « Mayotte 2025 »

En présence des parlementaires, des représentants du Conseil départemental et du Conseil économique et social, le Préfet de Mayotte a animé début octobre le premier comité de pilotage de suivi de « Mayotte 2025 ». Ce document stratégique, signé par le Premier ministre en juin 2015, porte l'ambition d'achever la départementalisation, de définir les principaux axes de développement du territoire et d'en déterminer les priorités pour les 10 années à venir. Il contient pour cela 325 mesures à mettre en œuvre, dont 55 ont déjà été réalisées selon les conclusions issues du premier comité de pilotage de suivi.

8^e Comité régional unique de programmation (CRUP) des fonds européens

L'État et le Conseil départemental se sont réunis le 7 octobre dans le cadre du CRUP des fonds européens. À cette occasion, un accompagnement spécifique vers l'emploi au titre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) a été accordé à 72 jeunes en situation de handicap, portant à 3 234 le nombre de jeunes mahorais bénéficiaires de l'IEJ depuis sa mise en place sur l'île. 5 projets ont également été programmés au titre du Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) pour un montant total d'aides de 786 141 euros. Le Conseil départemental a également obtenu une aide de 44 700 euros pour le compte d'un projet visant la réussite des jeunes étudiants mahorais au sein de l'académie de Bordeaux.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	oct-15	118,0	-0,1%	-0,2%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	juin-15	11 185	-0,4%	41,2%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-15	48 184	30,0%	12,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées juin-15	233 810	-	0,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-15	752	29,4%	22,7%
		cumulées juin-15	3 972	-	30,9%
	Taux de couverture	mensuel juin-15	1,56%	-0,01 pt	0,13 pt
		cumulé juin-15	1,70%	-0,04 pt	0,40 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels oct.-15	534	30,6%	14,6%
		cumulés oct.-15	4 431	-	-3,9%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels oct.-15	25 515	8,3%	0,0%
		cumulés oct.-15	255 464	-	1,2%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels oct.-15	17,5	-22,2%	-60,4%
	cumulés oct.-15	270,1	-	-9,1%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles juin-15	11 396	24,0%	-20,5%
		cumulées juin-15	38 314	-	-7,7%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	sept.-15	41 514	0,2%	2,9%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée sept.-15	213 665	-	3,3%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle juin-15	10 395	-2,0%	5,2%
		cumulée juin-15	63 592	-	6,5%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles sept.-15	259	-4,1%	-3,0%
		cumulées sept.-15	1 979	-	-0,1%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels sept.-15	641	3,9%	-31,1%
		cumulées sept.-15	4 885	-	-30,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles juin-15	1,9	7,1%	-4,5%
		cumulées juin-15	9,6	-	117,3%
	- en milliers euros	mensuelles juin-15	18,6	5,6%	-12,9%
		cumulées juin-15	95,1	-	99,8%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 2ème semestre 2015 - JORF du 24/06/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	4,29%	0,75%	0,75%	1,25%	2,00%
Autres cas :	0,99%			* hors prime d'Etat	0,50%

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/15)

Taux d'interet fin de mois - EONIA

Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1020%	-0,1100%	-0,1220%	-0,1290%	-0,1190%	-0,0680%	0,0060%	0,1070%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
1,15%	1,02%	1,04%	0,85%	1,35%	1,22%	1,24%	1,05%

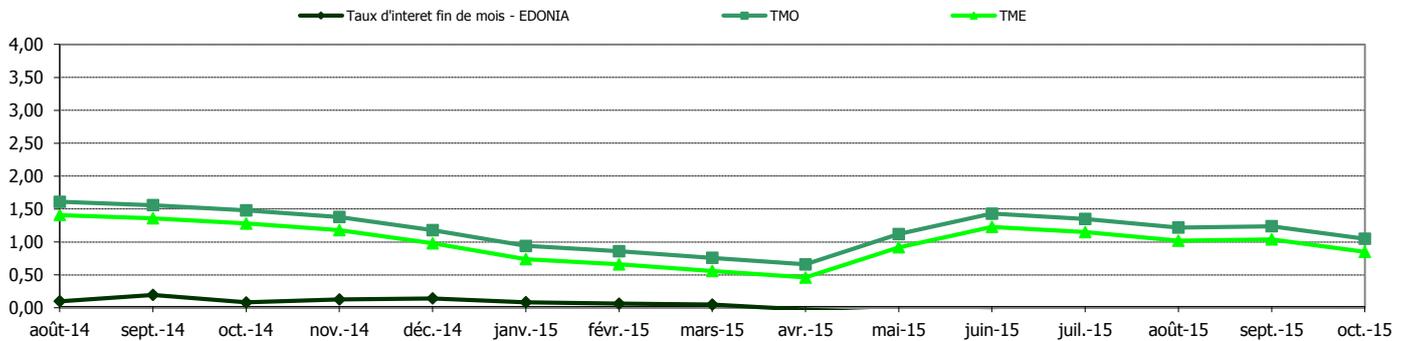
Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2015)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,36%
Prêts à taux variable	3,63%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts-relais	4,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,97%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,51%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,84%	Découverts en compte	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

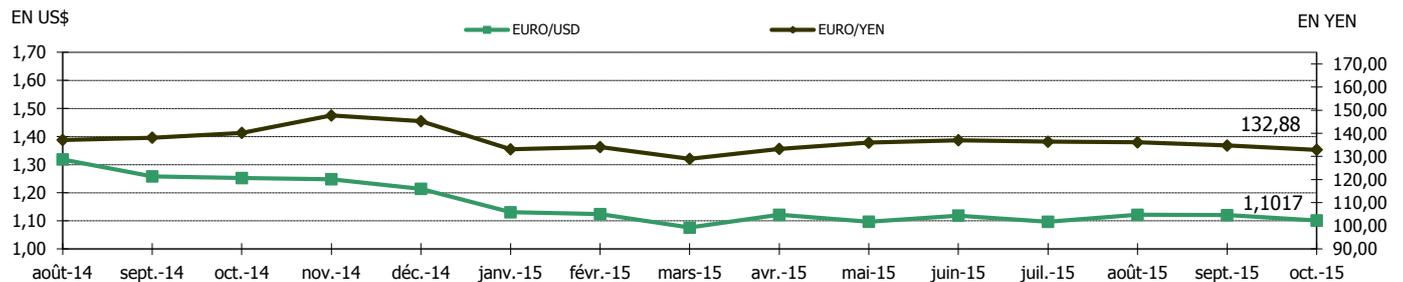
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1017	EURO/ZAR (Afrique du sud)	15,2222	EURO/SRD (Surinam)	3,6322
EURO/JPY (Japon)	132,8800	EURO/BWP (Botswana)	11,6340	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9702
EURO/CAD (Canada)	1,4515	EURO/SCR (Seychelles)	13,9232	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,9673
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7182	EURO/MUR (Maurice)	39,5475	EURO/BBD (La Barbade)	2,2012
EURO/SGD (Singapour)	1,5445	EURO/BRL (Brésil)	4,2724	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,9689
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,5382	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,9255	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3587,9247	EURO/XCD (Dominique)	2,9718	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé en novembre 2015 - Dépôt légal : novembre 2015 - ISSN 2427-9781 (en ligne)